REPUBLIQUE FRANÇAISE DEPARTEMENT DE L'YONNE



ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968

Troisième Circonscription (SENS-JOIGNY)

Gaston PERROT

Minotier
Député sortant
Maire de Sens

CANDIDAT D'UNION
POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Electrices, Electeurs,

Nous venons de vivre des journées dramatiques.

Dans notre pays, si attaché à la Liberté, à la République et à la Paix, une vague de violences inouïes s'est déchaînée.

La haine, le nihilisme, l'anarchie, empruntant le prétexte de réformes — **nécessaires,** nul ne l'a jamais nié — ont débouché sur l'émeute.

PARIS et de nombreuses villes ont connu des heures sanglantes au cours desquelles l'esprit de destruction s'est acharné.

Le Tombeau du Soldat Inconnu a été profané, le drapeau rouge a été arboré, bien vite remplacé par le sinistre drapeau noir, symbole de ruines et d'anéantissements.

Et ce singulier étudiant qu'est COHN-BENDIT déclarait (à AMSTERDAM le 22 Mai) : « Le drapeau Français est fait pour être déchiré ».

Nous avons vu alors certains hommes politiques des oppositions, saisir l'occasion, préparer un coup d'Etat et fomenter un prétendu « Gouvernement de transition ».

Au bout de tout cela se profilaient déjà totalitarisme et suppression de la démocratie, comme on l'a vu en maints endroits par le refus des votes secrets sur les lieux de travail.

La France, dans son immense majorité, ne veut pas cela.

Après un moment de stupeur et d'angoisse, le Pays s'est ressaisi à l'appel du GENERAL DE GAULLE, une fois de plus digne de son immense rôle historique.

D'une façon éclatante, la France a manifesté son désir de paix civile.

La dissolution de l'Assemblée est une mesure sage. Dans de telles circonstances, seul le Peuple en son entier, et par un vote secret, doit avoir la parole.

En démocratie, aucun parti, aucun syndicat, aucun groupe et encore moins aucune émeute ne peuvent se substituer au seul souverain : le peuple.

Le 23 Juin prochain aura lieu le premier tour des Elections.

Plus que toute autre, cette consultation générale revêt pour l'avenir de la France et de chacun une importance majeure.

Plus que jamais VOUS tenez votre sort dans vos mains.

Il est indispensable que tous et toutes votent.

L'abstention serait une faute immense et une lâcheté.

Vous avez le devoir sacré et patriotique d'envoyer à l'Assemblée Nationale des hommes décidés à défendre la Liberté, la République, la France et son drapeau et, pour cela, à constituer une majorité solide et convaincue.

Il s'agit **d'Elections Nationales, d'une importance nationale,** et non pas d'élections municipales ou cantonales.

Quand la liberté est menacée, l'heure n'est plus aux hésitations ; voter centriste débouche sur l'inconnu. Sachez que le leader centriste P.D.M., M. Duhamel, soutiendra des candidats F.G.D.S., c'est-à-dire des otages du totalitarisme.

Sachez aussi qu'aucun leader centriste n'a pris part aux grandes manifestations de Défense de la République.

Le centrisme et sa prétendue « troisième voie » ne sont aujourd'hui qu'un leurre.

La République et la Liberté sont en danger.

Vous devez choisir — dès le premier tour — celui que vous jugerez le plus fidèle à la France, à la République, à la Liberté et à la Paix civile.

●

Il y a quinze mois, la grande majorité d'entre vous m'a réélu.

Ce mandat expirait en 1972, date à laquelle je n'en aurai pas demandé la reconduction.

Je vous avouerai franchement qu'à l'annonce de la dissolution, j'étais décidé à ne pas me représenter.

Mais j'ai reçu, depuis lors, des centaines de visites, de communications téléphoniques et de lettres me priant instamment de continuer le combat.

Cet afflux de messages de confiance m'a vivement ému, provenant de tous milieux, de toutes localités et de tous bords politiques nationaux.

En conscience, je me suis senti tenu par un véritable devoir patriotique.

Je suis donc candidat au renouvellement du mandat qu'en 1958, 1962 et 1967 vous m'aviez conféré.

Je suis candidat d'UNION POUR LA DEFENSE DE LA REPUBLIQUE, le seul investi à ce titre dans notre circonscription.

Je n'ai jamais varié de famille politique.

Depuis toujours j'ai affirmé et démontré, et jusqu'au bout, j'affirmerai et démontrerai mon attachement et ma fidélité à la France, à la République et à la Liberté, ainsi qu'à celui qui, en tant et tant d'heures tragiques, les a défendues, protégées et incarnées : le Général de Gaulle.

●

L'heure n'est pas aux comptes rendus de mandat.

Mais n'oublions tout de même pas la Paix retrouvée, l'établissement d'institutions qui ont fait le mois dernier la preuve de leur solidité et la création de liens internationaux et diplomatiques qui, eux aussi le mois dernier, ont démontré leur vigueur et leur profondeur.

N'oublions pas non plus que **notre Pays est couvert de chantiers et de travaux** et qu'il est devenu le **quatrième exportateur mondial** et le **troisième pour le produit national brut par habitant.**

Quant à la situation intérieure, le tableau dressé en avril dernier pour la Commission des Comptes de la Nation annonçait un rythme d'expansion de 5,4 % (au lieu de 5 % en 1967), des investissements publics accrus de 10 %, etc...

Rien de tout cela n'aurait pu être obtenu sans l'action conjuguée des Français et du Gouvernement.

De nombreuses réformes et améliorations étaient en projets et discussions. Elles auraient abouti sans nul doute.

Les événements de Mai dernier ont fait que la plupart d'entre elles et d'autres aussi ont été opérées d'un seul coup

Nul n'a jamais nié leur utilité et leur nécessité.

Je suis de ceux qui les approuvent et qui souhaitent que la leçon soit tirée de ce mouvement que personne n'avait d'ailleurs prévu et qui se manifeste dans bien d'autres pays que le nôtre.

Mais je pense que, pour le bien commun, **les réformes restant à faire** (celle de l'Enseignement à tous ses degrés notamment) **doivent être accomplies dans la légalité et dans l'ordre,** conditions nécessaires pour que les citoyens intéressés puissent, dans leur propre intérêt, y participer utilement.

Tel est **l'objectif national** que je vous propose :

- Sauvegarde de la République ;
- Défense de la Liberté, celle du Travail notamment ;
- Consolidation des réformes et des améliorations ;
- Poursuite de la rénovation, avec la participation des intéressés.

●

Localement, je continuerai, si vous me renouvelez votre confiance, à aider sans distinction d'opinions ceux qui feront appel à moi, comme je n'ai cessé de le faire depuis des années (ce qu'attestent par milliers, lettres, dossiers et publications d'interventions dans la Presse).

Je continuerai aussi à aider les Elus locaux.

Enfin, je tiens à rappeler que si le District de SENS peut vivre, c'est grâce à la saine gestion financière de la Ville de SENS qui en assure le coût à 93 %.

Sans la Ville de SENS, le District n'est rien et, sans elle, aucun des grands travaux n'eût vu le jour.

●

En conclusion, je ne saurais trop insister : **le vote du 23 juin est vital pour la France comme pour vous.**

Le choix est entre Liberté et Totalitarisme. Il ne s'agit pas de vains mots : se sont déroulés en Tchécoslovaquie, ces jours-ci, quelques faits restés inaperçus. Les voici :

- le 23 mai : Le Présidium du Parti communiste condamne la reprise des activités du parti social-démocrate (ce qui signifie que le Parti communiste est le seul Parti autorisé) ;
- le 25 mai : Le Ministre de l'Intérieur déclare : « Toute tentative d'organiser un nouveau parti politique sera considérée comme un acte illégal » ;
- le 30 mai : M. Dubcek, secrétaire du Parti communiste, déclare : « Il n'y a pas de place chez nous pour une opposition anticommuniste, sous quelque forme que ce soit » ;
- le 31 mai : Les premières unités militaires soviétiques entrent sur le territoire tchécoslovaque, pour des « exercices d'état-major » d'une durée indéterminée.

Au moment de choisir, rappelez-vous ces faits.

Pour la France — comme pour d'autres pays — **la menace totalitaire est réelle.**

A VOUS DE LA CONJURER POUR QUE :

VIVE LA FRANCE

VIVE LA REPUBLIQUE

VIVE LA LIBERTE

Gaston PERROT

Minotier,
Député sortant,
Maire de SENS.

Jean-Henri GRANDJEAN

(LE GRAND-LONGUERON par JOIGNY)
Commandeur de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre (quatre citations),
Résistant — Déporté,
Ancien Maire — Ancien Agriculteur,
Administrateur de Centre d'Apprentissage Agricole.

IMP COOP CHEVILLON SENS

Vu : le Candidat.